Mensuel No 170 Juillet-août 1988 6FF 40FB 1$can.

REVOLUTION INTERNATIONALE

M 2485 - 170 - 6,00 F
3792485006000 01700

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

avec le gouvernement Rocard ENCORE PLUS DE MISERE ET DE CHOMAGE

"J'ai les moyens de mettre en oeuvre ma politique", déclarait Mitterrand le 14 juin dernier (le surlendemain de l'élection de la nouvelle Assemblée législative !). On ne peut en douter ! Là dessus, du moins, on peut lui faire confiance. Quand Mitterrand parle, en digne chef d'Etat responsable, de sa politique, c'est bien sûr de la politique de toute la bourgeoisie que le PS a si bien su défendre et assumer entre 1981 et 1986. Ce discours "rassurant" signifie que la bourgeoisie dispose pleinement des moyens non seulement de légiférer, mais surtout des moyens politiques d'attaquer la classe ouvrière. C'est clair : ces attaques vont non seulement continuer et prendre le relais de celles qu'a déjà portées la droite sous le gouvernement Chirac, mais elles vont encore s'accentuer et s'accélérer.

C'était les hausses du prix de l'essence et des tarifs de la SNCF dans l'expédition des "affaires courantes" du premier gouvernement Rocard entre les présidentielles et les législatives, décidées par la droite, appliquées par la gauche. Au ler juillet, c'est l'augmentation de 5,5% des tarifs de la RATP, celle des tarifs EDF est programmée ensuite.

Dès son arrivée au gouvernement, Rocard annonçait que "la rigueur salariale serait maintenue" car "réalisme d'abord", et dans la foulée, qu'il n'y aurait pas de "coup de pouce" à l'augmentation du SMIC de 2,3% -automatiquement réajusté lorsque le taux d'inflation atteint 2% - alors qu'en 81, à leur arrivée au gouvernement, le PS et le PC avaient consenti à son relèvement de 10%. La "continuité" se traduisait par l'avertissement préliminaire que "les hausses salariales n'iraient pas au-delà du maintien du pouvoir d'achat en masse". On sait ce que cela veut dire comme politique d'attaque sur les salaires ouvriers, attaque qui était déjà en vigueur sous le gouvernement précédent. De même, est reconduit aujourd'hui le blocage des salaires des fonctionnaires. De plus, pour ceux-ci, la baisse de 1,5% de leurs effectifs, prévue dans la lettre de cadrage du budget prévisionnel de Chirac a été maintenue par Rocard avec tout ce que cela implique comme aggravation des conditions de travail. D'ores et déjà, 750 suppressions d'emploi ont été annoncées à la RATP et d'autres vont tomber aux PTT. Quant à l'ensemble du budget 89, il ne fait que reprendre le projet de loi de Chirac pour réduire son déficit à 100 milliards, ce qui représente quand même une restriction de 45 milliards sur le précédent et implique des coupes claires dans tous les secteurs.

De même, a été reconduite jusqu'à nouvel ordre, l'augmentation "exceptionnelle" des cotisations sociales supplémentaires pour tous les salariés concernant l'assurance maladie et l'assurance vieillesse, agrémentée pour les fonctionnaires de la reconduction de la "cotisation de solidarité". Grâce aux "socialistes", une attaque "exceptionnelle" devient ainsi une attaque en règle !

Mais c'est aussi une accélération énorme de ces attaques qui est annoncée, attaques qui vont marquer une dégradation sensible des conditions d'existence de toutes les familles ouvrières et faire plonger de plus larges fractions de la classe ouvrière directement dans la misère et le dénuement.

C'est finalement à l'automne que seront arrêtées les mesures concernant la Sécurité sociale et qui se traduiront notamment par un prélèvement obligatoire de 1% sur tous les revenus, y compris les chômeurs, les tucistes et autres stagiaires ainsi que les personnes non imposables, par une diminution draconienne du nombre de bénéficiaires des allocations familiales, par une augmentation des cotisations d'assurance maladie des retraités (désormais soumis au même taux de prélèvement que les salariés en activité), par une diminution drastique des dépenses hospitalières. Alors qu'en mai le nombre de chômeurs a augmenté à nouveau en flèche, ce sont 220 000 chômeurs supplémentaires (dont beaucoup sont en fin de stage) qui sont annoncés sur le marché du travail pour les seuls mois d'été. Ce sont de vastes programmes de licenciements qui repartent (Thomson, Philips, Usinor-Sacilor entre autres)...

Pour mener à bien ses attaques, le PS sait qu'il dispose d'une large marge de manoeuvre dans la mesure où il est sûr de trouver un soutien actif tacite des autres fractions de la bourgeoisie à sa droite comme à sa gauche : tous sont complices dès qu'il s'agit de manigancer des coups contre la classe ouvrière.

Le PCF, désormais regonflé et revitalisé avec la bénédiction de toute la bourgeoisie et avec l'aide déterminante et fortement appuyée du PS, va pouvoir dans les mois qui viennent plastronner au Parlement avec sa carte de visiste de "vraie gauche d'opposition" tout en maquignonnant plus ou moins en coulisse avec le PS. Dans le même temps, il aura toute latitude pour faire donner avec vigueur ses troupes de la CGT sur le terrain social face aux ouvriers et à leurs luttes. Déjà, celle-ci a élaboré, programmé, préparé une série de journées d'action et a annoncé la couleur : "la rentrée sera chaude".

Pour qui ? Là est toute la question.

Les ouvriers doivent prendre conscience de ce qui les attend à ce moment-là quand ils devront repartir en lutte. Ils n'ont aucune illusion à se faire. Ils trouveront une bourgeoisie qui réorganise ses forces face à eux et qui disposera pour cela :

- d'un PS paré pour gouverner et donc pour accélérer ses attaques contre la classe ouvrière ;
- d'un PCF requinqué, et surtout d'une CGT capable de se radicaliser à outrance pour mieux saboter leur riposte.

Ouvriers, vous voilà prévenus !

YD (26/6/88)

COMMENT DEVELOPPER ET RENFORCER NOS LUTTES

L'élargissement des luttes est aujourd'hui une préoccupation constante des ouvriers. La même volonté réelle d'étendre le combat est présente partout et les plus récentes luttes en France (Chausson, SNECMA, Michelin...) en sont le révélateur.

Cela concrétise aussi les efforts de la classe ouvrière en France pour tirer les leçons principales de la lutte à la SNCF de l'hiver 86-87 : la prise de conscience qu'étendre la lutte correspond à une nécessité vitale et qu'aucune lutte ne doit rester isolée.

C'est pour cela que la bourgeoisie, à travers l'action conjuguée des syndicats et du syndicalisme de base est amené à prendre les devants sur le terrain.

La lutte qui s'était développée à la SNECMA (1) révèle notamment la capacité des gauchistes et du syndicalisme de base de coller très rapidement au plus près des préoccupations et des poussées de la classe ouvrière pour dénaturer les armes et les moyens de son combat. Ceux-ci sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans cette situation non seulement pour contribuer à isoler les ouvriers en lutte dans l'impasse corporatiste mais aussi pour organiser des parodies d'extension dans les limites de la corporation. A travers cela, ils tentent de dévoyer, de pourrir les moyens dont disposent les ouvriers pour élargir et unifier leurs luttes afin de les dégoûter, de les écoeurer, de leur faire croire qu'étendre les luttes n'est pas

SUITE PAGE 3

Sommaire

ELECTIONS

LA BOURGEOISIE SE REORGANISE POUR MIEUX ATTAQUER LA CLASSE OUVRIERE

Dans notre article du mois dernier (RI n°169 : "c'est la bourgeoisie qui est affaiblie, pas la classe ouvrière"), nous dénoncions la campagne menée par la bourgeoisie française sur le thème d'un prétendu "éclatement", d'une "grave crise" de la classe ouvrière, de son "affaiblissement" qu'auraient révélé les scores respectifs de Le Pen et du PCF aux présidentielles. Nous montrions qu'en fait d'affaiblissement, il concerne la bourgeoisie française, de part les bases historiques du développement de son capital, des faiblesses "génétiques" que ces origines ont induites dans les traditions et le fonctionnement de la droite française, mais aussi de part "l'accident" électoral de mai 81, qui plaçait à la tête de l'Etat les principales forces (PS et PCF) d'encadrement de la classe ouvrière. Et que cet "accident" était payé et allait être payé très cher par la bourgeoisie française parce qu'il représente un affaiblissement général sans précédent de son appareil politique.

■ Mitterrand l'a dit au lendemain des législatives : "La France est et sera gouvernée". Aussi il faut détruire le mensonge que la seule majorité relative que détient le PS va l'empêcher de gouverner. Nous ne sommes pas non plus dans une situation de type 4ème République, avec des changements de gouvernements tous les 6 mois. La bourgeoisie aura un gouvernement stable et fort, droite et PS ensemble, ou PS seul, mais qui, n'en doutons pas, gouvernera avec "énergie".

Cependant, si le problème n'est pas là pour la bourgeoisie, c'est encore le PS, à cause des profondes divisions au sein de la droite, qui se retrouve à la tête du gouvernement, alors que, de par sa fonction historique de parti d'encadrement de la classe ouvrière, sa place "naturelle" est aujourd'hui dans l'opposition.

Alors que dans la plupart des pays forts d'Europe occidentale, on trouve une droite au pouvoir, qui porte les attaques contre la classe ouvrière, et dans l'opposition une gauche capable d'encadrer celle-ci pour contrôler, saboter et museler ses luttes de riposte, la France, se trouve dans l'incapacité de replacer la droite au pouvoir et l'ensemble de la gauche dans l'opposition. Et cet état de fait représente une grande faiblesse pour la bourgeoisie française.

C'est donc pour colmater au mieux les brèches dans son dispositif politique que la bourgeoisie française a organisé au plus vite les élections législatives, un mois à peine après les présidentielles.

Le résultat des élections et les élections elles-mêmes ont montré la réorganisation de ses forces que la bourgeoisie est en train d'opérer pour s'engager dans le repositionnement "naturel" des forces politiques et afin de pallier à ses faiblesses à droite et à gauche.

Ainsi, à droite, les grandes manoeuvres ont commencé afin de constituer enfin une force politique solide capable de diriger l'Etat avec efficacité comme c'est le cas du Parti conservateur en Grande Bretagne et du Parti chrétien démocrate en RFA. L'affaiblissement du RPR vis à vis de l'UDF lors des élections va dans ce sens puisque ce parti a fait la preuve qu'il était trop archaïque pour les besoins actuels de la bourgeoisie. En même temps, le développement de l'"autonomie" des centristes vise à mettre en place une force "charnière", comme le Parti libéral en RFA, qui après une coopération avec le PS pourra faire basculer la majorité vers la droite au moment opportun.

A gauche, et c'est son principal problème, la bourgeoisie a tout fait pour éviter une chute plus importante du PCF. Celui-ci reste à présent le seul parti dans l'opposition, seul pour encadrer les luttes ouvrières. Son score de 86 marquait déjà un net fléchissement ; celui des présidentielles s'est réduit à peau de chagrin. Aussi la bourgeoisie, PS en tête, s'est servi des législatives pour qu'il perde un minimum de plumes. Et pour cela tout a été bon.

Si le terrain électoral, le parlementarisme, est le terrain de la bourgeoisie, de son jeu démocratique, un moyen pour elle de détourner les ouvriers de leur véritable terrain, la lutte de classes, la bourgeoisie en manipule les règles, les truque à sa guise en fonction de ses besoins.

Ainsi, elle se débarrasse momentanément de Le Pen, la baudruche qu'on gonfle et qu'on dégonfle à volonté, par la suppression de la proportionnelle qui lui avait permis d'avoir un groupe parlementaire à l'assemblée.

Mais le summum dans le tripatouillage concerne l'élection des députés du PC ; tous les moyens, toutes les méthodes ont été bonnes afin de lui faire gagner un certain nombre de sièges. Ainsi, avant le 1er tour, le PS avait déjà déclaré qu'il "laisserait un certain nombre de circonscriptions au PCF", et cela s'est bien fait par le jeu du report des voix, dans certains cas alors que le candidat du PS avait nettement plus de chance d'être élu !

Ainsi encore, grâce au bourrage des urnes, et au trucage des chiffres des bureaux de vote, méthodes utilisées régulièrement aux législatives par tous, là où il faut et quand il faut, et dont le PC est régulièrement "accusé". Mais cette fois, "on" a fermé les yeux, "on" a laissé faire, même devant certains des plus grossiers trucages : ainsi, la réelection de Marchais, réelection plus que traficotée, dans son fief même de Villejuif !

Toutes ces tricheries, ces magouilles électorales -qui jusque là, caractérisaient surtout les pays "arriérés"-, montrent toute la pourriture de ce système. Pour faire élire qui on veut, ou presque, on bourre carrément les urnes !

Pour autant, le PC n'a obtenu que 27 députés, insuffisamment pour posséder un groupe parlementaire. Mais qu'à cela ne tienne ! Le PS s'est empressé de préparer une loi abaissant la barre nécessaire des 30 députés pour la rentrée prochaine.

Démocratie ! démocratie ! quand tu nous tiens ! Et alors qu'aux présidentielles, on avait entendu le PC déclarer que ces élections-là "n'étaient pas les plus démocratiques", parce que l'opinion publique était "travaillée" par les sondages, aux législatives, le PCF, dans le bain des tripatouillages, a quelque peu perdu de sa ferveur "dénonciatrice" des manoeuvres électorales.

Aussi, malgré ses déclarations anti-PS, ses aspirations à devenir maintenant le rassembleur de la "vraie" gauche, à refuser de participer au gouvernement du "traître" PS, le PCF a manifesté ainsi toute sa reconnaissance au PS pour ses magouilles qui lui ont permis de se maintenir à flot : en offrant au PS ses 27 suffrages à l'Assemblée afin de permettre l'élection de Fabius au "Perchoir".

A travers ces législatives, la bourgeoisie s'est efforcée, sous la férule du PS, de renforcer sa gauche dans l'opposition, le PC, parti qui est sa principale arme anti-ouvrière, que 3 ans au gouvernement ont considérablement atteint, mais surtout et fondamentalement affaibli du fait de sa perte d'influence accélérée en milieu ouvrier.

On voudrait nous faire croire que la droite et le PS seraient à l'origine de l'affaiblissement actuel du PC. C'était vrai dans le passé lorsque ce parti représentait plus de 20% de l'électorat. Mais aujourd'hui rien n'est plus faux ! La bourgeoisie française s'efforce au contraire de le soutenir à bouts de bras, de pallier au mieux à cet affaiblissement inéluctable et grandissant ; le PS l'a prouvé au travers de ces législatives. Et les gauchistes ne sont pas en reste pour le soutenir ; LO n'a pas cessé d'y appeler les ouvriers depuis les présidentielles et toujours crescendo : "le PCF est le seul parti des travailleurs" allant jusqu'à proposer une alliance avec lui ! Parce que plus que jamais aujourd'hui, avec un PS qui se retrouve encore, contrairement à 86, contraint de reprendre les rênes du pouvoir, la bourgeoisie a besoin d'un PC fort, pour encadrer la classe ouvrière, dévoyer ses luttes et enrayer la prise de conscience.

Ce n'est pas la classe ouvrière qui a besoin d'un PC fort et bien implanté, c'est la bourgeoisie. Ce serait une grave illusion de croire le contraire. Toute la réorganisation et tout le repositionnement actuel des forces politiques, de droite et de gauche, de la bourgeoisie sont dirigés contre la classe ouvrière, sous la férule du PS

Le discours radical du PC va s'accentuer, ainsi que sa présence dans les luttes, avec un langage dur et "jusqu'au-boutiste". Aussi les ouvriers doivent comprendre qu'il va devenir, avec la CGT, une arme de plus en plus insidieuse, contre le développement de leurs luttes.

PPR

INTERVENTION DU C.C.I. A SAINT-NAZAIRE

Dans la lutte des ouvriers des chantiers navals de St Nazaire contre la nouvelle charrette de licenciements qui vient d'être annoncée, le CCI est intervenu activement afin de mettre en avant la nécessité de briser l'isolement, d'élargir le combat aux autres secteurs. Malgré les menaces de répression par les bonzes de la CGT qui, avec le concours actifs des militants de "Lutte Ouvrière", nous ont empêché de prendre la parole dans les assemblées générales, le CCI a défendu ses orientations dans le tract que nous publions ci-dessous.

L'ISOLEMENT, C'EST LA DEFAITE ! UNE SEULE SOLUTION : ELARGIR ET UNIFIER LES LUTTES !

IL Y A DEUX ANS, on nous a dit : il faut licencier tous les travailleurs de Dubigeon pour "sauver l'emploi des travailleurs de Saint-Nazaire".

AUJOURD'HUI, on nous dit : il faut licencier à Saint-Nazaire, il y a un sur-effectif de 212 personnes... Et on a même le culot de nous présenter cette nouvelle attaque comme la dernière purge, purge qui permettrait aux Chantiers de maintenir, voire même augmenter "leur compétitivité".

De qui se moque-t-on ? Accepter 100 licenciements aujourd'hui, c'est se préparer à en accepter 1 000 demain ! (...)

Aucun ouvrier ne peut croire en ces foutaises, en ces mensonges grossiers que nous ressortent, une fois de plus, direction et gouvernement. Depuis une semaine les ouvriers des chantiers de Saint-Nazaire mènent le combat contre cette nouvelle attaque. Face à cette mobilisation massive, la direction oppose un refus net et catégorique, comme l'ont montré les résultats de la réunion du comité d'établissement, lundi dernier.

POURQUOI CETTE ARROGANCE ? Parce que le patronat et les pouvoirs publics savent parfaitement qu'une lutte, aussi déterminée soit-elle, est amenée à pourrir sur pied, et donc condamnée à l'échec si elle reste isolée. Patronat et gouvernement n'ont peur de la classe ouvrière que lorsque celle-ci est capable, en dépassant ses divisions, de lui opposer le front le plus large, le plus uni et le plus massif possible.

RAPPELONS-NOUS Pourquoi et comment nos camarades de Dubigeon ont été vaincus et finalement réduits au chômage. Pourquoi et comment, malgré leur nombre, leur détermination, leur capacite à paralyser rapidement et pendant plusieurs semaines l'ensemble du réseau ferroviaire en France, les cheminots ont malgré tout échoué, début 87. Pourquoi tout récemment encore, la grève massive de plus de 20 000 ouvriers de Michelin à Clermont et ailleurs, s'est, elle aussi soldée par un échec. Partout la volonté, la rage de se battre était présente, partout les raisons de lutter ne manquaient pas. Alors pourquoi l'échec ?

LA REPONSE TIENT EN UN SEUL MOT : ISOLEMENT.

La bourgeoisie n'est forte que de cet isolement, partout et toujours, elle n'est forte que du maintien des divisions entre travailleurs, du maintien de leur cloisonnement entre services, usines secteurs, alors même que les problèmes, partout, sont strictement les mêmes : licenciements, déterioration des conditions de travail, blocage ou baisse des salaires, remise en cause des avantages acquis.

Au début de l'année 87, tout à été fait pour empêcher la lutte commune des cheminots et des travailleurs de la Fonction publique (RATP,PTT,EDF...), là la bourgeoisie a eu vraiment peur. D'où les appels répétés de Chirac à "la responsabilité" des autres ouvriers de la Fonction publique dans ces "moments difficiles".

L'ELARGISSEMENT EST POSSIBLE !

(...)Nos camarades de Dubigeon ont fait l'amère expérience de l'isolement : leur lutte est restée enfermée dans le cadre de "leur" entreprise. Finalement, leur combativité a été dévoyée dans des actions symboliques et vaines, comme le blocage du pont de Pirmil, les incendies de pneus, les manifestations-promenades à répétition... avec au bout... LES LICENCIEMENTS.

Or, les syndicats nous refont les mêmes propositions aujourd'hui. Est-ce en allant bloquer le pont de Saint-Nazaire que l'on va pouvoir gagner la solidarité des autres travailleurs ? ALORS,

- des manifestations, oui, mais des manifestations allant chercher en ville la solidarité des ouvriers des PTT, des hôpitaux, des chômeurs... et non pas des manifestations promenades;
- des délégations vers les autres usines, oui, pluq que jamais, mais des délégations massives, et non pas des délégations symboliques destinées seulement à "informer" les autres ouvriers;
- des Assemblées Générales, oui, mais des AG où les travailleurs des Chantiers décident réellement des actions à mener, et non pas des AG qui ne servent, en fait, qu'a entériner les simulacres d'action décidés par les syndicats;
- des Assemblées Générales, oui, mais des AG où chacun, qu'il soit d'une usine ou d'une autre, intérimaire ou non, chômeur ou non, puisse s'exprimer. Aujourd'hui, on refuse le droit de parole à un ouvrier s'il n'est pas des chantiers. Mais, camarades, cela veut dire tout simplement que ceux qui risquent d'être licenciés n'auront pas le droit, demain, de s'adresser à leurs anciens camarades de travail !;
- des Assemblées Générales, oui, mais des AG qui soient réellement souveraines, ce qui passe par l'élection d'un comité de grève constitué de travailleurs syndiqués ou non-syndiqués, élus et révocables, dès lors qu'ils n'appliquent pas réellement les décisions prises en assemblée générale.

Après l'échec de la réunion de lundi dernier, la situation est bloquée. Chacun le ressent. La seule voie pour s'en sortir c'est la prise en main de l'élargissement de notre combat.

-EXTENSION DE LA LUTTE A LA SNIAS ET AUTRES ENTREPRISES DE LA REGION !

-APPEL A LA SOLIDARITE ACTIVE DES CHOMEURS ET DES LICENCIES D'HIER !

-APPEL A DES MANIFESTATIONS COMMUNES AUX SECTEURS PUBLIC ET PRIVE !

A BAS L'EXPLOITATION ET LA MISERE ! R.I. 21.06.88

COMMENT DEVELOPPER ET RENFORCER NOS LUTTES

SUITE DE LA PAGE 1

possible ou que cela ne sert à rien qu'à mettre en avant de fausses solutions, afin de détourner le plus largement possible la classe ouvrière de toute perspective d'unification de ses luttes.

La réalité qui se présente aux ouvriers est pourtant toute autre : les principales expériences récentes de la classe ouvrière attestent au contraire clairement que l'élargissement et l'unification des luttes sont non seulement nécessaires mais qu'elles sont plus que jamais possibles et réalisables. L'unification des luttes est d'ores et déjà la question clé, l'enjeu central de la situation et toutes les batailles que se livrent les ouvriers et la bourgeoisie sont dès à présent précisément autour de cette question.

Cette unification est possible parce que les conditions sont là pour la réaliser : tous les ouvriers sont confrontés aux mêmes attaques et ils en ont de plus en plus nettement conscience, le mécontentement est très fort partout même si partout n'éclatent pas les mêmes luttes ouvertes.

La classe ouvrière a les moyens de développer, de renforcer son combat, d'aller dans le sens de son unification.

DEVELOPPER LA SOLIDARITE ACTIVE POUR ELARGIR LA LUTTE

Etendre la lutte est une priorité absolument vitale, c'est l'oxygène même de la lutte. Il faut entrer en lutte le plus massivement, le plus nombreux possible, pour être capables d'imposer un rapport de force susceptible de faire reculer la bourgeoisie. Cela doit constituer la préoccupation constante, centrale et indispensable des ouvriers.

Cette priorité est immédiate : c'est de la rapidité de l'extension que dépend sa force. Si la lutte ne se donne pas d'emblée l'objectif et les moyens de s'étendre le plus largement possible, elle est immédiatement condamnée au reflux, à l'asphyxie, au pourrissement rapide et finalement à la défaite.

Comme l'a clairement montré la lutte des cheminots en 86-87, si la lutte reste isolée, enfermée dans le secteur, le corporatisme, elle est là aussi immédiatement vouée à la défaite.

C'est là une leçon très importante, cette priorité ne doit donc pas se limiter, se restreindre à un secteur, à une corporation mais au contraire elle doit impérativement s'affirmer en appelant d'emblée les autres secteurs à rejoindre la lutte, en commençant aussi par la tentative d'entraîner dans la lutte, en solidarité active les usines, les entreprises voisines les plus proches.

Les ouvriers ont partout démontré leur capacité et leur volonté d'aller dans ce sens notamment dans les grèves du printemps 86 en Belgique où les mineurs du Limbourg ont dès le début de la lutte envoyé des délégations massives de plusieurs centaines de grévistes vers d'autres secteurs de la classe (usine Ford, travailleurs des postes, cheminots de Bruxelles), alors que les ouvriers des chantiers navals près d'Anvers qui se mettaient à leur tour en grève envoyaient des délégations vers les mineurs. C'est ce que l'on a vu récemment se développer en France où les délégations d'ouvriers de Chausson en grève se sont rendus dès le début de la lutte non seulement vers des usines du secteur automobile (General Motors, Citroën-Asnières, Renault-Flins), mais aussi à la SNECMA toute proche et à d'autres usines de Gennevilliers (Aubert et Duval, Valentine).

C'est ce que l'on vient de voir en Suède où les ouvriers en grève du complexe de Boliden Kemi d'Helsingborg ont directement lancé un appel à tous les ouvriers de Suède en les poussant à les rejoindre dans la lutte (voir article p.4)

C'est en affirmant leur confiance dans toutes les autres parties de la classe ouvrière, en lançant des appels à leur solidarité, en multipliant les délégations massives vers d'autres entreprises, en misant sur l'unité et la force de tous que les ouvriers doivent lutter. Pour cela les ouvriers sont appelés de plus en plus largement à gagner la rue, à mettre en avant des revendications communes les plus unificatrices possibles et dans le but d'entraîner le maximum d'autres ouvriers dans le mouvement.

Voilà quels sont les objectifs que toutes les luttes doivent se donner.

FACE AU SABOTAGE DES SYNDICATS ET DES GAUCHISTES...

Est-ce cela que nous proposent les syndicats ? Pas du tout ! Ce sont eux qui polarisent la lutte sur des objectifs et des revendications spécifiques, comme par exemple l'intersyndicale qui, à St Nazaire aujourd'hui, réduit le combat à une lutte pour "l'ouverture de négociations" avec la direction des chantiers navals. Ils sont sur un terrain à l'opposé des besoins de la lutte.

Ce sont encore eux que l'on a vu contenir l'explosion de mécontentement et surtout différer l'éclosion de la grève à la SNECMA de Gennevillliers tant que les ouvriers de Chausson n'avaient pas repris le travail, pour éviter que des ouvriers en lutte sur la même base revendicative, dans la même ville, ne se retrouvent ensemble et les empêcher d'unir leur combat.

Est-ce cela que nous proposent alors les syndicalistes de base et les gauchistes ? On pourrait le croire alors qu'ils n'ont aujourd'hui que le mot d'"extension" à la bouche. Mais que font-ils dès qu'ils ont l'occasion, comme lors de la grève à la SNECMA, de mettre en avant leur pratique ?

Pour eux, le premier objectif à donner à la lutte, c'était d'étendre la grève dans toute l'usine et tous les ateliers. Mais face à la mise en avant sous la pression ouvrière de la nécessité d'étendre le mouvement à d'autres travailleurs, la condition posée était de commencer par ceux des autres usines de la SNECMA. Et de fait, la grève n'est pas allée au delà des trois usines concernées (Gennevilliers, Corbeil, Villaroche), cet "objectif" étant réalisé au bout de la première semaine de grève. A partir de là, il ne s'est agi que de "populariser" la lutte de la SNECMA, les ouvriers des filiales du groupe (Hispano, Sochata) étant tout au plus invités à debrayer quelques heures "en solidarité" et à participer aux manifestations des ouvriers de la SNECMA. Quant aux appels à se battre sur les mêmes revendications au delà du groupe, ils se sont manifestés après un mois de grève et ont été dirigés exclusivement au niveau du secteur de l'aéronautique (Dassault, ateliers de réparation d'Air France à Orly) où les ouvriers étaient conviés à "imiter" la SNECMA en entrant en lutte pour la revendication des 1.500 francs, mais chacun dans son coin.

La volonté d'élargir la lutte a été ainsi progressivement asphyxiée, vidée de tout sens et de contenu réel pour les ouvriers et les "visites" à des ouvriers d'autres secteurs organisées après 5 semaines de grève ne se donnaient nullement pour perspective de pousser ces secteurs à entrer à leur tour en lutte, mais de "faire connaître la lutte de la SNECMA" et d'"impressionner les patrons".

En fait, l'objectif réel de ces "délégations ouvrières" aux quatre coins de la région parisienne, comme des manifestations-ballades organisées conjointement avec les syndicats dans le centre de Paris, au milieu de la journée de travail -et donc "à l'abri" de la plupart des autres ouvriers-, était simplement d'épuiser la combativité restante des ouvriers et de décourager, d'anéantir toutes les initiatives visant à élargir la lutte.

Leur pratique a été d'une part, comme ils l'avaient fait lors de la lutte à la SNCF, de limiter et de réduire l'élargissement de la lutte à une corporation, de pousser constamment les ouvriers à s'enfermer dans le corporatisme, d'autre part, une fois cela accompli, de les épuiser par une attitude de jusqu'au-boutisme dans une grève longue et stérile, d'amener la défaite le plus loin possible dans la démoralisation, dans l'écoeurement ou la dilution de toute perspective unificatrice.

C'est en fait le même travail de sabotage de la lutte que mènent le syndicalisme de base et les organisations gauchistes : ils ont le même rôle et c'est sur le même terrain de manoeuvre que les syndicats qu'ils agissent.

...LES OUVRIERS DOIVENT PRENDRE LEURS LUTTES EN MAIN

C'est pour cela que les ouvriers ne doivent pas confier leur lutte aux syndicats, ni au syndicalisme de base et aux gauchistes, mais qu'ils n'ont pas d'autre choix que de prendre eux-mêmes leurs luttes en mains. Ils doivent nécessairement au contraire organiser et diriger en permanence leurs luttes à tous les niveaux. C'est la seule voie possible.

C'est pour cela qu'ils doivent rompre avec la pratique d'assemblées où toutes les décisions sont prises par les syndicats et doivent quotidiennement organiser la lutte à travers des assemblées générales où toutes les décisions, toutes les actions à mener sont discutées et élaborées collectivement.

Ce sont les assemblées générales qui doivent élire leurs propres comités de grève, dont les membres peuvent être révocables à tout moment, qui ont pour mandat d'appliquer les décisions de l'assemblée, de collecter, centraliser et répercuter ensuite les informations devant tous.

Ces assemblées générales doivent constamment veiller à l'élargissement de la lutte, favoriser l'unification des combats, prendre en charge l'organisation, l'envoi, le contrôle de délégations massives chargées d'aller trouver les ouvriers d'autres entreprises pour les entraîner dans la lutte.

Mais elles doivent également se concevoir et fonctionner elles-mêmes, comme tous les meetings que les ouvriers sont amenés à tenir publiquement, comme des assemblées communes, ouvertes à tous les ouvriers, actifs ou chômeurs, comme elles doivent être ouvertes à toutes les propositions, à toutes les modalités d'action, susceptibles d'enrichir les moyens d'élargir et d'unifier le combat.

C'est pour cela que les ouvriers en lutte ne doivent pas non plus se laisser piéger, se faire imposer des "comités de grève" ou des "coordinations" auto-proclamées, créées de toutes pièces et organisées par les syndicalistes de base et les gauchistes.

Prendre nous-mêmes en charge la direction du combat en vue de son élargissement, développer une riposte massive et unie, voilà le seul moyen de développer notre force, de résister efficacement aux attaques incessantes de la bourgeoisie contre toute la classe ouvrière.

YD

NOTE
(1) Voir RI n°169, l'article "En sabotant l'élargissement de la lutte, LO est le principal artisan de la défaite".

"LUTTE OUVRIERE" : FLIC DE LA C.G.T.

■ Pendant l'Assemblée Générale du lundi 17 juin dans les chantiers navals de St Nazaire, le CCI a tenté d'intervenir oralement après les discours syndicaux. Au moment où nous allions prendre le micro, une militante de "Lutte Ouvrière" (LO), connue sur les chantiers, a interpellé les sbires locaux de la CGT pour nous dénoncer comme éléments extérieurs à l'entreprise, déclarant que, par conséquent, nous n'avions pas droit à la parole. C'est ainsi que la CGT a pu nous empêcher d'intervenir en nous reprenant le micro.

Enfin, pour couronner le tout, lors de l'AG de l'après-midi dont l'assistance était réduite de moitié et se trouvait pratiquement limitée à des syndicalistes, la CGT appelait à la "prise en main de la lutte" ... contre les éléments "extérieurs" aux chantiers. Aussitôt, quelques gros bras de la CGT nous ont "raccompagnés" vers la sortie - sous le regard approbateur des militants de LO -, accompagnement musclé, agrémenté de fortes menaces de violence physique, et qui nous interdisait toute discussion possible avec les ouvriers des chantiers navals en grève.

Joli partage des tâches digne de l'appareil répressif de l'Etat ! Comme des chiens de garde, les militants de LO parcourent l'AG en flairant, truffe au sol, les éventuels empêcheurs de dévoyer en rond, pour les signaler par leurs aboiements à leurs maîtres des syndicats qui achèvent le travail.

LO vient ici de dévoiler clairement son rôle anti-ouvrier. Si en paroles (et surtout dans sa presse), elle ne cesse de mettre en avant la nécessité de l'extension des luttes aux autres secteurs, c'est dans sa pratique qu'elle montre sa véritable fonction de sabotage de la lutte. Avec ses méthodes crapuleuses de dénonciation des révolutionnaires visant à les faire taire, LO se montre ouvertement au coude à coude avec les flics staliniens (que par ailleurs elle ne cesse de dénigrer pour amuser la galerie) dans un même combat contre l'extension et l'unification des luttes ouvrières et contre l'intervention des révolutionnaires.

PPR

Après la SNECMA, L.O. se prépare à d'autres sabotages

■ Il est édifiant de voir "Lutte Ouvrière" tirer le bilan de la défaite ouvrière à la SNECMA, une fois que la messe est dite. Dans son numéro 1044 daté du 4 juin, LO , nous raconte en substance avec aplomb qu'il aurait fallu étendre la lutte aux autres secteurs dès le début du mouvement ! La "visite" de quelques 300 ouvriers à Citroën-Aulnay sous le contrôle du "comité de coordination Inter-Snecma" qu'ils avaient créé de toutes pièces est ainsi commenté: "Il aurait fallu sans doute y aller plus vite, ne pas attendre 2 ou 3 semaines de grève (NDLR: En réalité, 5 semaines !) et ne pas se contenter d'une visite d'une autre usine dans la semaine." Autrement dit : "Nous avons tous péché par inexpérience, mes frères." Voyons comment LO conclut plus loin: "Pour mettre en échec la politique salariale du gouvernement et du patronat, il faut un combat large, général de la classe ouvrière. Les travailleurs d'une seule entreprise, même décidés comme l'étaient ceux de la SNECMA, n'ont pas assez de poids. Déjà l'an dernier, toute une coorporation, les cheminots, avait fait la même expérience." Le beau sermon que voilà ! Combien d'ouvriers qui ignorent ou méconnaissent le rôle réel joué par LO à la SNECMA -comme à la SNCF- seront tentés d'ovationner de telles déclarations et tout prêts à décerner à LO un label d'organisation révolutionnaire authentique. En réalité, c'est la palme de l'hypocrisie et de l'ignominie qui revient à LO ! Le premier artisan du sabotage de l'extension de la lutte à la SNECMA, c'est bien LO. Or non seulement LO était main dans la main avec les syndicats mais c'est elle qui a joué un rôle prépondérant dans ce sabotage car le dévoiement de la volonté d'extension des ouvriers est le produit direct des manoeuvres de LO. Qu'on en juge: C'est LO qui au début alors que les ouvriers de la SNECMA décidaient de partir en grève et alors que les ouvriers de Chausson étaient encore en grève sur les mêmes revendications, dans la même ville, a signé dans sa presse deux articles côte à côte évoquant chaque lutte comme liée à des revendications spécifiques et sans la moindre référence à l'extension et à la possibilité des ouvriers de se rejoindre. C'est LO qui a au contraire mis en avant, comme elle l'avait fait à la SNCF, que l'extension de la grève à d'autre secteurs était au début de la grève, une initiative "prématurée" et qui a poussé les ouvriers à s'enfermer dans la corporation. C'est dans ce sens qu'elle a notamment suscité la création puis a animé une "coordination inter-SNECMA" sur le même modèle que la "coordination inter-catégorielle des cheminots", qui se donnait comme perspective: d'abord étendre la lutte dans l'usine, puis dans le groupe SNECMA jusqu'à ses filiales, enfin dans le secteur de l'aréonautique avant de s'occuper des autres secteurs. Et quand, sous la pression ouvrière, elle a impulsé la formation et l'envoi de délégations vers d'autres secteurs, c'était uniquement pour "populariser" la grève de la SNECMA et non pour l'étendre...

LO dénonçait il y a peu de temps avec virulence la CGT qui se décernait effrontément la paternité du mouvement à la SNCF en essayant de gommer du mieux possible son attitude ouvertement anti-ouvrière dans la grève. Mais LO était à bonne école et n'a pas mis longtemps pour faire à son tour ses preuves en matière de falsification de la réalité en digne disciple de sa grande soeur stalinienne. Ce qu'elle vise en cherchant à se refaire une virginité, c'est à se préparer à d'autres sabotages.

YD

VERS UNE NOUVELLE RECESSION MONDIALE

Quelques mois à peine après l'effondrement boursier d'octobre 1987, ce que les médias appellent "les experts" révisent à la hausse leurs prévisions de croissance économique pour 1988. A Toronto, les chefs d'Etat des 7 principales puissances économiques occidentales affichent un optimisme triomphateur et Reagan se voit félicité pour ses réussites économiques.
Le danger d'une nouvelle récession économique serait écarté. Ce serait le retour de l'inflation qui serait aujourd'hui à craindre.
La réalité est que tout indique que l'inflation - ou plutôt l'accélération de l'inflation, car l'inflation, même si elle s'est décélérée dans les dernières années n'a jamais disparue - fait un retour certain dans l'économie mondiale. Mais, par contre, rien ne permet d'affirmer que la perspective d'une récession, et tout ce que cela comporte comme aggravation de la condition ouvrière, soit écartée. Au contraire.

L'effondrement boursier d'octobre 1987 avait mis en évidence la fragilité, le délabrement profond qui caractérise la machine financière de l'économie capitaliste. Il marquait la difficulté, l'impossibilité de continuer à reposer sur la "locomotive" des déficits américains. Les gouvernements y avaient fait face en parant au plus pressé, en ayant recours de nouveau à la fuite dans le crédit. Les résultats - moins pire que prévus - de l'économie des pays occidentaux au cours des derniers mois, en sont un résultat. Mais les problèmes de fonds n'ont fait que s'aggraver.

CINQ ANNEES DE "NON EFFONDREMENT"

Il suffit de rappeler sur quoi a reposé le "non effondrement" de l'économie au cours des dernières cinq années pour s'en convaincre.

Financer une production c'est fournir l'argent pour la réaliser. Dans le capitalisme, cet argent le capitaliste le trouve par la vente de ce qu'il produit, ou par un crédit, ce qui n'est qu'une avance sur cette vente.

A qui les capitalistes du monde entier ont-ils vendu le surplus qu'ils ont réussi à dégager tant bien que mal pendant ces années ? Essentiellement aux Etats-Unis.

Comme en 1972-1973, comme en 1976-1977, en 1983 les Etats-Unis ont joué à nouveau au niveau mondial le rôle de marché locomotive pour sortir de la récession de 1980-1982 : en 1983 le volume des importations américaines fait un bond de près de 10 % ; en 1984 ce bond est de 24 % ! (record historique). Le capital américain achète de tout à tout le monde. En 1982 la part des importations américaines dans le commerce mondial est de 15 %, en 1986 cette part est de 24 % ! C'est-à-dire qu'un quart de tout ce qui est exporté dans le monde est acheté par les Etats-Unis !

En cinq ans le déficit commercial américain passe de 30 milliards de dollars à 160. Ce déficit s'élargit vis à vis de toutes les zones du monde : 40 milliards de déficit en plus avec le Japon, 36 milliards avec les autres pays d'Asie, 32 avec l'Europe, 8 milliards avec l'Amérique Latine.

Avec quel argent le capital américain a-t-il payé ?

D'une part avec des dollars surévalués. De 1982 à 1985 la valeur du dollar ne cesse d'augmenter contre celle de toutes les autres monnaies. Cela revenait à payer ce qu'il importait à des prix d'autant plus réduits.

D'autre part, et surtout, en s'endettant à tous les niveaux, à l'intérieur comme à l'extérieur. C'est une véritable explosion du crédit. De fin 1983 au milieu de 1987 le total des dettes s'est accru de 3000 milliards de dollars - trois fois l'augmentation du produit national pendant la même période. Les Etats-Unis sont devenus l'Etat le plus endetté du monde vis-à-vis de l'extérieur. En 1983 la part de l'économie américaine financée par l'extérieur était de 5 %. En 1987 elle frôle les 20 %. Le seul poids des intérêts à verser est devenu monstrueux.

Les Etats-Unis peuvent-ils rembourser ces dettes ? Ils doivent commencer par tenter de réduire l'augmentation vertigineuse de celles-ci. Et pour cela ils n'ont pas d'autre choix que de réduire leur déficit commercial, augmenter les exportations, diminuer les importations. C'est ce qu'ils s'attachent à faire, entre autres en laissant se dévaluer le dollar de façon à rendre plus difficiles les importations et plus compétitives les exportations "made in USA". Cela s'est déjà traduit en 1987 par une diminution de la croissance du volume des importations à 7 % et par une augmentation de celui des exportations de près de 13 %. Une telle évolution est encore loin de fournir au capital américain de quoi rembourser ses dettes. Mais par contre elle fait déjà l'effet d'une douche d'eau glaciale sur tous ceux qui voient leurs exportations diminuer d'autant. Le marché locomotive américain se rétrécit en même temps que les marchandises américaines se font de plus en plus agressives et efficaces sur le marché mondial. Ce qui avait constitué le stimulant de l'économie mondiale disparait sans qu'aucune autre fraction du capital mondial ne puisse jouer un rôle de locomotive équivalent.

La dévaluation du dollar constitue par elle même un autre moyen de réduire l'endettement. Ce que le capital américain avait acheté avec un dollar surévalué, il le rembourse aujourd'hui avec une monnaie dévaluée. C'est autant de moins à rembourser, mais c'est aussi autant de pas vers l'inflation et autant de perte sèche pour des créditeurs tels que l'Allemagne ou le Japon... supposés assurer la relève de la relance.

Il reste enfin un troisième moyen au capital américain pour rembourser ses dettes : contracter de nouveaux emprunts, de nouvelles dettes pour rembourser les anciennes...tout comme les pays les moins industrialisés. C'est ce qu'il continue de faire, et c'est ce qui l'a contraint en 1987 à recommencer à augmenter ses taux d'intérêts en vue d'attirer les capitaux nécessaires au financement de son déficit. Le résultat de cette hausse, ainsi que de la dévaluation du dollar (qui dévalue d'autant les actions en dollars) ne fut autre que l'effondrement boursier d'octobre. L'écart entre les bénéfices tirés de la bourse et les coûts des emprunts nécessaires pour y participer était devenu trop grand.

Mais dans tous les cas de figure - augmentation des exportations américaines et diminution des importations, dévaluation du dollar et inflation généralisée, fuite en avant dans l'endettement - le problème posé par le financement de la dette accumulée par l'économie mondiale et celle de la première puissance économique en particulier, n'ouvrent d'autre perspective que celle d'une nouvelle récession inflationniste.

L'EFFONDREMENT BOURSIER

Le véritable miracle que saluent certains économistes aujourd'hui c'est que la croissance ne se soit pas écroulée au lendemain du "crash" d'octobre 1987.

La plupart des économistes avaient prédit un fort ralentissement de la croissance économique au lendemain de l'effondrement boursier d'octobre 1987. Les gouvernements avaient révisé à la baisse leurs déjà peu reluisantes prévisions de croissance.

C'était oublier, premièrement, qu'il ne s'agissait pas d'une situation comme celle de 1929. L'effondrement boursier de 1929 se situait au début d'une crise économique ouverte. Celui d'octobre 1987 explose après 20 ans de lent enfoncement du capitalisme dans la crise : il n'est pas l'ouverture de la crise mais une convulsion au niveau financier qui sanctionne le délabrement économique qui l'a précédé.

Deuxièmement, c'était oublier que le capital qui est comptabilisé à la bourse, est, pour une grande part du capital purement spéculatif, du papier, ce que Marx appelait déjà le capital fictif : pour une part donc, surtout lors d'un premier effondrement, la destruction de celui-ci n'est pas une destruction d'usines, mais de papier. Le secteur économique qui a été le plus touché est le secteur bancaire, plus directement lié à la spéculation.

Troisièmement c'était oublier que, contrairement à 1929, et contrairement aux légendes dites "libérales" sur une soi-disant réduction actuelle du rôle de l'Etat dans l'économie, le capitalisme d'Etat a atteint un développement aussi vertigineux que systématique et généralisé dans le capitalisme décadent. Tous les gouvernements du monde, derrière le premier d'entre eux, celui des Etats-Unis, ont immédiatement réagi pour parer au danger d'une dégénérescence sous forme d'effondrement économique immédiat et non contrôlé.

Mais les remèdes qu'ils ont apportés ne résolvent pas les problèmes de fond du système, au contraire ils les aggravent.

Ces remèdes ont consisté essentiellement dans une baisse forcée des taux d'intérêt et une plus grande facilité pour se procurer des crédits, surtout aux Etats-Unis. En d'autres termes, aux problèmes posés par l'excessif endettement, le capital n'a répondu que par un accroissement de l'endettement.

Cela a permis les "surprenants résultats de la croissance américaine" à la fin 1987 et début 1988 - peut être jusqu'aux élections américaines. Mais cela n'a résolu en rien le problème de fond. Dès le mois de février les pressions vers une nouvelle hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, qui doivent financer un nouvel emprunt d'Etat de 26 milliards de dollars, se font sentir puissamment. Dès mai c'est dans l'ensembles des principaux pays que les taux d'intérêt augmentent.

On revient à la situation qui précédait octobre 1987, de nouvelles dettes en plus et la "locomotive" des importations américaines en moins.

Fondée sur l'endettement massif, sur une véritable explosion du crédit sans espoir de remboursement, l'actuelle évolution économique ne peut aboutir, une fois de plus, qu'à la conjugaison de ces deux maladies du capitalisme décadent : l'inflation ET la récession - comme ce fut déjà le cas pendant les récessions de 1970-71, 1974-75 et 1980-82 (dans les années 70 on avait déjà inventé un terme :"la stagflation"). Cette fois-ci il faudra ajouter les effondrements financiers.

Pour la classe ouvrière mondiale, derrière les mensonges et les illusions de la classe dominante, le capital n'a rien d'autre à offrir que de nouvelles attaques. L'augmentation généralisée du chômage (prévue par tous les "experts", mais moins popularisée par les médias) ainsi que les effets de l'inflation sur le déjà déclinant pouvoir d'achat des exploités, sont la véritable perspective.

RV

D'après la Revue Internationale 54.

ACCIDENT DANS LA MINE DE BORKEN (R.F.A.)

MORT POUR LE CAPITALISME !

Coup de grisou : le 1er juin à Borken, bourgade du centre de l'Allemagne fédérale, près de Kassel, une explosion au fond d'un puits de mine de lignite a conduit à enterrer vivants une soixantaine d'ouvriers dans le lieu de leur exploitation capitaliste. Vingt jours auparavant, une semblable "catastrophe exceptionnelle" survenue dans la province chinoise de Guizhou (sud-ouest du pays) avait enseveli près de cinquante mineurs... Si l'on devait dresser la liste des ouvriers qui, de manière pour ainsi dire quotidienne -voire horaire-, sont emportés vers la mort ou bien estropiés par les "accidents du travail", que ceux-ci interviennent dans les pays d'ancienne industrialisation ou alors dans les contrées réputées "en voie de développement" sans parler du "tiers monde", eh bien, une vie entière ne suffirait pas pour la tâche ni un ordinateur surpuissant. Car, à chaque instant nouveau, le capitalisme tue ou mutile encore ; l'ignoble système économique et social fondé sur la recherche effrénée du profit et le mépris de la vie humaine ajoute à tout moment des victimes, des morts ou des blessés, parmi les prolétaires et les populations qu'il exploite et opprime.

Il en a toujours été ainsi depuis l'aube du capitalisme mais, dès lors que le système fut, voici quelques soixante-dix ans, entré en décadence historique, sa nocivité et ses caractères meurtriers se sont accrus et amplifiés à l'échelle planétaire. Ni lesdits accidents du travail ni les prétendues catastrophes imprévisibles du type Bhopal, Tchernobyl ou Seveso ne sont naturels : ils sont les conséquences, directes ou indirectes, de la domination du capitalisme sur le monde, de l'épuisement définitif de ses potentialités progressistes et de son enlisement irrémédiable dans la décadence. Ils sont une expression de la décomposition de ce système moribond qui, à mesure qu'il s'enfonce dans une crise toujours plus profonde et sans issue, ne peut engendrer que la misère et la destruction. De lui-même, où va le capitalisme ? Vers la catastrophe. Par sa dynamique propre, où nous entraîne-t-il ? Vers le développement de la barbarie sous toutes ses formes. Non seulement vers des accidents du travail en cascade, des "catastrophes" en série qui -avec l'accélération de la crise- frappent et vont frapper de plus en plus les grandes concentrations ouvrières du coeur du capitalisme, mais surtout vers des guerres locales toujours plus meurtrières (Iran-Irak, Afghanistan...) qui ne sont que des préparatifs en vue d'une nouvelle conflagration mondiale. Oui, les guerres sont la forme extrême et la continuation ultime par des moyens bien plus grands et décisifs des méfaits quotidiens de l'exploitation capitaliste.

Le caractère désuet, presque d'un autre temps, du coup de grisou de Borken a choqué le philistinisme bourgeois. Quoi ? ont gémi les folliculaires en rapportant l'évènement dans les papiers de la presse, en RFA ? Aujourd'hui ? un coup de grisou comme dans le "Germinal" de Zola ? Mais, c'est régressif ! Eh bien, oui, le capitalisme est aujourd'hui régressif : la caricature du "tiers monde" lui figure son destin et son avenir. La voie du progrès, seul désormais le prolétariat peut l'ouvrir en développant ses luttes jusqu'au renversement de ce système sanguinaire et barbare. Que "l'accident" de Borken inspire aux ouvriers, non des lamentations compréhensibles et cependant stériles, mais un coup de colère.

SM

LUTTES EN SUEDE

UN ENCOURAGEMENT POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Durant le mois de mai, des luttes ouvrières très importantes ont éclaté en Suède en particulier dans les mines du nord et dans les usines pétrochimiques de Boliden Kemi à Helsingborg au sud du pays. Déjà, depuis le début de l'année, l'accumulation du mécontentement ouvrier s'était exprimé ouvertement et tendait à s'amplifier à travers une succession de grèves sauvages qui ont touché de nombreux secteurs aux quatre coins du pays. Ce développement de la combativité ouvrière s'est particulièrement manifesté à partir des mois de mars-avril avec l'accélération brutale de la crise qui vient aujourd'hui frapper de plein fouet des pays jusqu'alors réputés comme des modèles de prospérité économique et des "havres de paix sociale".

De tous les Etats d'Europe du Nord, la Suède est celui où la dégradation des conditions de vie du prolétariat a été la plus rapide ces dernières années. Cette intensification brutale de l'austérité pour la classe ouvrière se traduit de façon éclatante non seulement par le développement depuis quelques années d'un chômage massif touchant jusqu'à 20% de la population active dans certaines régions (telle la région minière du nord), mais également par la chute accélérée des salaires réels dans tous les secteurs simultanément. Ainsi,- pour ne citer qu'un exemple illustrant le caractère catastrophique de la dégradation des conditions de vie ouvrière - ces derniers mois, plusieurs centaines d'ouvriers danois embauchés en Suède ont préféré retrouver au Danemark leur situation de chômeurs car les salaires qui leur étaient proposés en Suède était bien inférieur aux allocations de chômage qu'ils touchaient au Danemark !

LA COMBATIVITE OUVRIERE SE DEVELOPPE

C'est face à cette situation de misère croissante et d'exploitation accrue que la combativité ouvrière n'a cessé de s'intensifier depuis le début de l'année et a culminé dans la semaine du 20 au 27 mai avec le développement simultané de luttes dans les mines du nord et les usines pétrochimiques d'Helsingborg, des luttes qui ont posé de façon très concrète la question de l'unification des combats ouvriers.

La colère ouvrière éclate d'abord dans la mine de Kiruna le 22/4/88 et s'étend en quelques heures à l'ensemble des puits. Immédiatement, les syndicats escortés de groupes syndicalistes de base, prennent le contrôle du mouvement et tente de désamorcer la combativité ouvrière en la polarisant sur les négociations avec la direction. Une semaine après le début de la grève et devant l'échec des négociations, les ouvriers repartent en lutte. Dans la semaine du 16/5 au 26/5, un nombre croissant d'ouvriers s'engagent dans le combat ; la lutte va s'élargir aux mines de Mulmberget et Svappawaara, paralysant ainsi tout le secteur minier de la région.

Au moment-même où se développe le mouvement dans les mines du nord, à l'autre extrémité du pays, une grève sauvage éclate dans le complexe pétrochimique de Boliden Kemi à Helsingborg sur la base des mêmes revendications que celles des mineurs : augmentation salariale de 1000 couronnes par mois, amélioration des conditions de travail (avec, notamment, le renforcement des mesures de sécurité). Dès le début de la grève, les ouvriers comprennent la nécessité de développer une lutte la plus large possible, se réunissent en assemblées générales, élisent un comité de grève, organisent des piquets volants et envoient des délégations massives vers les autres usines afin d'entraîner tous les ouvriers dans la lutte. Ainsi, en trois jours, la grève va s'étendre très rapidement et gagner l'ensemble des 14 usines du complexe pétrochimique au cours du week-end du 21 au 23 mai.

LA RECHERCHE DE LA SOLIDARITE ACTIVE

Cependant, l'extension de la lutte à toutes les usines de l'entreprise n'a pas suffit à faire reculer la direction. Elle ne l'a pas empêchée d'accentuer encore ses attaques avec l'annonce des mesures de répression contre les ouvriers les plus combatifs. Cette dernière attaque renforcée a été la goutte qui a fait déborder le vase. Loin d'intimider les ouvriers, elle n'a fait que renforcer encore leur combativité, leur détermination à développer la lutte. Ainsi, dans la semaine du 24 au 27 mai, face au refus de la direction de lever ses menaces de sanctions, les ouvriers d'Helsingborg ont compris dans le feu de l'action qu'il n'y avait désormais qu'un seul moyen de faire reculer la bourgeoisie : aller encore plus loin, en ELARGISSANT LE COMBAT A TOUS LES SECTEURS. Non seulement aux secteurs déjà mobilisés, mais à l'ensemble de la classe ouvrière. Armés de cette conscience de la nécessité de développer un front massif et uni face aux attaques capitalistes, les ouvriers d'Helsingborg ont alors pris l'initiative non seulement d'entrer en contact avec les mineurs (malgré les 1500 kms séparant les deux régions industrielles), mais surtout d'adresser un "Appel à tous les ouvriers de Suède" (voir ci-contre) leur demandant de rejoindre leur combat.

Une telle tentative de recherche de la solidarité active constitue un formidable exemple pour toute la classe ouvrière. Elle montre de façon concrète aux ouvriers de tous les pays dans quels sens ils doivent lutter.

LES FORCES CAPITALISTES SE PARTAGENT LE TRAVAIL POUR SABOTER LES TENTATIVES D'UNIFICATION DES LUTTES

Face au danger d'une riposte unie de toute la classe ouvrière, la bourgeoisie suédoise a immédiatement mobilisé toutes ses énergies pour faire face à la situation. Non seulement elle a été capable de renforcer sur le terrain -et cela depuis plusieurs années- son appareil d'encadrement à travers notamment la radicalisation extrême de ses syndicats et du syndicalisme "de base", mais elle a déployé un judicieux partage des tâches au sein de toutes ses fractions pour saboter le mouvement.

D'une part, alors que le centre névralgique de la riposte ouvrière se trouvait à Helsingborg, on a vu toutes les medias organiser un black out total sur cette lutte, sur sa dynamique tandis qu'elle polarisaient l'attention sur la grève des mineurs en la présentant comme une lutte isolée, sectorielle, "particulière".

D'autre part, c'est sur le terrain-même de la lutte que les manoeuvres bourgeoises visant à entraver toute tentative d'unification des luttes, ont montré toute leur efficacité. Ainsi, devant l'"Appel" des ouvriers d'Helsingborg, les différents syndicats locaux ont développé partout toute une série de manoeuvres pour empêcher les ouvriers des autres secteurs de se joindre à la lutte de ceux d'Helsingborg. Ces manoeuvres ont consisté essentiellement à dénaturer le sens véritable de cet "Appel" à la solidarité en le réduisant à un appel à la "solidarité financière". De toutes part, les ouvriers d'Helsingborg ont alors reçu en guise de "solidarité" des sommes d'argent collectées dans de nombreuses entreprises, des télégrammes et autres lettres de soutien platonique.Et ce sont les forces d'encadrement capitaliste -syndicats et syndicalistes de base- qui ont organisé cette fausse solidarité, empêchant ainsi les ouvriers de développer la solidarité active.

Dans les mines du nord, là où les conditions étaient plus mûres pour le développement d'une riposte commune avec celle des ouvriers d'Helsingborg -du fait que les mineurs s'étaient eux-mêmes mobilisés pour les mêmes revendications et avaient clairement exprimé le même besoin d'élargir le combat-, la bourgeoisie a su mettre à profit l'éloignement géographique séparant ses deux secteurs en lutte pour les isoler l'un de l'autre et briser toute possibilité d'unification du combat.

Au moment où les ouvriers d'Helsingborg cherchaient à élargir leur lutte aux autres secteurs et prenaient directement contact avec les mineurs, la tactique syndicale a consisté essentiellement à mettre fin immédiatement à la grève dans les mines en présentant la reprise du travail comme une condition pour l'ouverture de nouvelles négociations avec la direction. Et c'est le 25 mai que les mineurs reprendront le travail au moment où les ouvriers d'Helsingborg décidaient de lancer leur "Appel" à tous les ouvriers de Suède.

Voilà comment toutes les forces de la bourgeoisie ont manoeuvré pour faire en sorte que l'appel des ouvriers d'Helsingborg à la solidarité active de toute la classe ouvrière demeure sans écho.

UN SEUL CHEMIN VERS LA VICTOIRE : L'UNIFICATION DES LUTTES

Avec la reprise du travail dans les mines, les ouvriers d'Helsingborg se sont retrouvés seuls, complètement isolés. Ils ont compris que continuer la lutte dans de telles conditions ne pouvaient que renforcer encore l'amertume de la défaite. Afin d'éviter le pourrissement de la grève, l'épuisement et la démoralisation dans une reprise en rangs dispersés, ils ont préféré mettre fin à leur mouvement dès le 27 mai (deux jours après la fin de la grève des mineurs). Cependant, la bourgeoisie a compris que malgré leur isolement, la combativité, la détermination des ouvriers d'Helsingborg était restées intactes. Elle a compris que la bombe était loin d'être désamorcée. C'est ainsi que, trois jours après la reprise du travail, la direction a fait un "geste" : alors qu'au début du mouvement devant la revendication d'une augmentation salariale de 1000 couronnes, elle avait annoncé qu'elle n'irait pas au-delà de 500 couronnes, le 31 mai, c'est une augmentation de 850 couronnes qui est offerte aux ouvriers.

Une telle reculade de la direction est significative de la force de ce mouvement, de l'inquiétude qu'il a suscité dans les rangs bourgeois. Bien que cette lutte ait été beaucoup moins massive que celles de 84 en Suède -ou que celle des cheminots en France en décembre 86- (les usines pétrochimiques d'Helsingborg comptent à peine un millier d'ouvriers), elle a montré que la classe ouvrière est une force capable de faire reculer la bourgeoisie. Elle a montré que pour y parvenir, pour développer cette force, il n'y a qu'une seule voie à suivre : aller chercher immédiatement la solidarité aux autres secteurs afin de développer un combat massif et uni car aujourd'hui c'est l'ensemble de la classe ouvrière, et non plus tel ou tel secteur particulier, qui est concernée par les attaques toujours plus frontales du capitalisme en crise. Et pour développer un tel combat, la classe ouvrière doit prendre confiance en elle-même, en toutes ses forces. Elle doit prendre elle-même en charge la direction de sa lutte comme ont tenté de le faire les ouvriers d'Helsingborg en se rassemblant dans des assemblées générales massives afin de discuter, de décider collectivement de toutes les actions à mener.

La lutte que viennent de mener les ouvriers en Suède, malgré le fait qu'elle soit restée minoritaire, doit être un exemple pour toute la classe ouvrière. S'intégrant dans la dynamique générale des combats de classe ouverte dans tous les pays (notamment ceux d'Europe occidentale) depuis le gigantesque mouvement des ouvriers de Belgique au printemps 86, cette lutte vient aujourd'hui confirmer encore qu' avec l'accélération toujours plus brutale de la crise et des attaques anti-ouvrières, la question de l'unification des luttes est ressentie de plus en plus comme une nécessité vitale par toute la classe ouvrière.

C'est en ce sens que la riposte des ouvriers de Suède doit être un encouragement pour le développement des combats ouvriers dans tous les pays.

Avril (24.06.88)

Nous publions ci-dessous l'"Appel" des ouvriers de Boliden Kemi (Helsingborg) en grève à la classe ouvrière de Suède. Malgré un certain nombre d'illusions (que les syndicats et les syndicalistes de base ont largement exploitées pour saboter la lutte) sur le fait que la "solidarité" financière peut être aujourd'hui encore un moyen de développer le combat, nous tenons à saluer particulièrement cet "Appel". Une telle initiative constitue une tentative réelle et concrète d'élargir la lutte. En appelant toute la classe ouvrière à se joindre à leur combat, les ouvriers de Boliden Kemi nous montrent ainsi clairement dans quel sens il faut lutter pour aller à la victoire : en développant la solidarité active, dans et par la lutte, afin d'opposer aux attaques capitalistes une seule et même riposte de classe de façon solidaire et unie.

Appel des ouvriers de Boliden Kemi en grève (à Helsingborg) aux ouvriers de Suède

Notre grève a débuté comme une pure action de mécontentement contre les décisions de l'entreprise concernant les négociations locales sur les salaires. Plusieurs mois après l'expiration du contrat précédent, nous avons reçu une "offre honteuse" équivalant à la moitié de ce que nous revendiquions.

Afin d'exprimer notre fort mécontentement, la moitié des ouvriers de l'équipe de jour ont cessé le travail ; le lendemain, la grève s'est étendue et à la pause du déjeuner, le vendredi 20 mai, environ 600 ouvriers sur 850 participaient à la lutte.

Lors de l'assemblée appelée par le syndicat, le jour même, à 14 heures, la reprise du travail était décidée. C'était la condition exigée par la direction de l'entreprise pour une reprise des négociations.

Notre seule condition était qu'on nous épargne les mauvaises surprises consécutives à ces deux jours de grève (ces "mauvaises surprises" étant les menaces de sanctions contre certains ouvriers, NDLR).

Après le rejet clair et net par la direction de cette condition, nous avons décidé de repartir immédiatement en grève.

Nous savons que la dépêche envoyée par le SAF (organisation du patronat suédois) appuie les décisions de la direction de Boliden et que le SAF soutient l'entreprise financièrement.

C'est pourquoi nous demandons le soutien des ouvriers qui sont dans la même situation que nous - confrontés à des patrons intransigeants et des négociations bloquées- et, bien sûr, le soutien de tous les ouvriers qui se préparent à mener une bataille contre le SAF.

Nos principales revendications sont :
- augmentation salariale mensuelle de 1.000 couronnes à partir du 1er avril ;
- non au salaire au mérite ;
- non à la repression contre les grévistes.

Aidez-nous à poursuivre la lutte en la soutenant financièrement ou en menant des actions directes en vue de développer une lutte commune contre le SAF.

Si nous obtenons la satisfaction de nos revendications, ce sera une victoire pour tous les ouvriers !

Les ouvriers de Boliden Kemi en lutte.

VOTER, C'EST TOMBER DANS LE PIEGE DE LA BOURGEOISIE

Nous publions ici de larges extraits d'une lettre d'un jeune lecteur de notre journal qui aborde notamment la question des élections et que nous faisons suivre de notre réponse.

Camarades,

(Je crois que je peux vous appeler comme ça, même si ça fait un peu Marchais et que je déteste Marchais), j'ai lu votre tract intitulé "Ne votez pas, luttez". Je suis tout à fait d'accord avec vous quand vous dites que nous sommes gouvernés par des bourgeois, qu'ils soient soi-disant de gauche ou de droite. Je vous approuve totalement quand vous dites que ce sera pareil qu'il y ait la gauche ou la droite, que de toute façon les ouvriers se feront avoir, que les protections sociales vont encore diminuer et qu'une fois de plus, les ouvriers vont devoir trinquer et payer pour les bêtises et les aberrations du système capitaliste et bourgeois (...)

Mais là où je ne vous suis pas totalement, c'est quand vous demandez de ne pas voter. Vous demandez l'abstention, moi au contraire, je demanderais le vote blanc.(...)

De plus, il me semble que ne pas voter est un manque de respect pour nos ancêtres qui se sont battus pour nous donner ce droit et qui n'étaient pas des bourgeois. Toutefois, on peut peut-être aussi penser que s'ils voyaient l'Etat bourgeois dans lequel nous nous trouvons, ils seraient désolés et nous inciteraient peut-être eux aussi à ne pas voter.

Mais vous avez raison, ne nous laissons pas distraire par ce faux-semblant de consultation générale et consacrons-nous à notre tâche principale : la lutte et l'instauration d'un système communiste anti-bourgeois (...)

J'ai 16 ans, je suis lycéen (...) et avec quelques camarades nous vous soutenons pleinement. A vrai dire avant même de connaître votre existence nous voulions faire la révolution. Aussi, qu'elle n'a pas été notre agréable surprise lorsque votre tract nous est parvenu, lorsque nous avons su que d'autres gens, dans le monde entier, en avaient marre de ce monde bourgeois pourri (...)

NOTRE REPONSE

■ Nous devons d'abord souligner que notre jeune lecteur se dit globalement d'accord avec nos positions et même a été enthousiasmé par notre tract dénonçant les élections. Toutefois, il développe une objection : "Vous demandez l'abstention, moi au contraire, je demanderais le vote blanc". Cela pose tout simplement la question : les ouvriers peuvent-ils aujourd'hui se servir du vote, d'une façon ou d'une autre, pour défendre leurs intérêts de classe ou au moins pour exprimer leur mécontentement profond ?

Il aborde aussi une deuxième question : ne pas voter ne serait-il pas un manque de respect pour nos ancêtres qui se sont battus pour obtenir ce droit ?

Qu'un jeune lycéen, qui discute de cela avec d'autres de ses copains, se pose ces questions est un signe de la période que nous vivons. En effet, le chômage, la misère, la poussée de la bourgeoisie vers la guerre placent la classe ouvrière et d'autres couches de la population devant la question : quelle perspective pour la classe ouvrière et pour l'humanité entière ? Et comme le dit la lettre, pour le prolétariat, la seule perspective est de développer ses luttes, de s'unir, jusqu'à la destruction de ce système pourri et décadent.

Mais alors, pour en revenir aux questions posées, la classe ouvrière peut-elle, dans ce contexte, se servir des élections ? Peut-elle utiliser le vote blanc, ne serait-ce que "pour démontrer un ras-le-bol" ? Cela est une vieille question du mouvement ouvrier : celle du parlementarisme. Pour l'aborder, une saine révolte ne suffit pas. Il faut se référer à ce que nous enseigne l'histoire de la lutte des classes au cours de l'évolution du capitalisme.

Au 19ème siècle, même si beaucoup de militants ouvriers se sont laissés affadir ou gangrener sur ce terrain-là, on a vu le prolétariat y défendre ses intérêts de classe. Après la 1ère guerre mondiale par contre, on ne verra plus un seul ouvrier, même sincère, pouvoir le faire. Tous se feront complètement happer par la logique bourgeoise. Pourquoi ? Est-ce un hasard ? Bien sûr que non.

Si l'on est convaincu, comme nous le montre le marxisme (1), que tous les modes de production, dans l'histoire de l'humanité, ont toujours connu une phase ascendante et une phase de décadence, alors nous comprenons pourquoi, au 19è siècle, dans un capitalisme ascendant, il était possible d'utiliser les véritables oppositions d'intérêt existant dans la société et même dans la bourgeoisie, entre des fractions réactionnaires et des fractions progressistes. Le soutien d'une fraction contre une autre permettait parfois d'obtenir des gains importants et durables pour la classe ouvrière. Ainsi, la journée de 10h a été arrachée par des luttes mais aussi par l'action des militants ouvriers au parlement ; de même la suppression du travail des enfants. Parfois, en effet, les intérêts de la classe ouvrière et de la bourgeoisie progressiste se croisaient. Dans ces conditions, tous les révolutionnaires marxistes étaient convaincus de la nécessité et de la possibilité de défendre les intérêts de la classe ouvrière au parlement.

Mais la guerre mondiale de 14-18 manifeste que le capitalisme, comme système, est entré universellement dans sa phase de décadence (1). Il n'est désormais plus possible, pour les ouvriers, d'obtenir des avantages importants et durables. L'Etat, à son niveau exécutif, prend directement en main les intérêts suprêmes du capital national. Ce parlement n'est plus le vrai centre des décisions. La seule chose que puisse décider la bourgeoisie et son Etat est seulement toujours plus d'exploitation pour les ouvriers, avec des simples variations dans l'intensité de celle-ci selon les périodes de crise ouverte ou non dans cette décadence.

Tout un débat a eu lieu, sur le parlementarisme, au début du siècle, dans cette phase charnière de l'entre deux périodes du capitalisme. Au moment où la révolution russe manifestait sa force, la 3ème Internationale, à son 2ème Congrès, pouvait dire clairement :

"L'attitude de la IIIème Internationale envers le parlementarisme n'est pas déterminée par une nouvelle doctrine, mais par la modification du rôle du parlementarisme même. A l'époque précédente, le Parlement, instrument du capitalisme en voie de développement, a, dans un certain sens, travaillé pour le progrès historique. Dans les conditions actuelles caractérisées par le déchaînement de l'impérialisme, le Parlement est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violences, de destruction, des actes de brigandage...". Cela est clair.

Mais il faut le dire tout net : si ceux qui défendaient encore la possibilité d'utiliser le parlementarisme à ce moment-là étaient dans l'erreur, 60 ans après, il ne s'agit plus d'une erreur mais de la manifestation que des partis qui se disent aujourd'hui "ouvriers" comme les PS, PC, trotskystes ont été définitivement happés par la bourgeoisie. Leur but est d'entretenir le cirque démocratique qui n'est plus désormais qu'un piège. Et voter blanc est encore une façon de voter, de manifester des illusions sur ce que les ouvriers pourraient encore exprimer par là, et se laisser détourner du seul terrain des ouvriers aujourd'hui, celui de la lutte, tous unis.

Alors il est vrai que nos ancêtres se sont battus pour le droit de vote, au 19ème siècle. Mais à la lumière des explications précédentes, on peut comprendre qu'ils avaient raison, mais on doit comprendre aussi que la même recherche de défense de leurs intérêts de classe, qui les y poussait nous pousse aujourd'hui à rejeter le piège du parlementarisme et du vote, même blanc, comme n'étant plus qu'un piège, une mystification destinées à occuper les ouvriers sur un terrain où ils n'ont plus rien à faire et à les réduire au rang de simples individus, de citoyens atomisés.

Chaque ouvrier, pris individuellement et séparément des autres, peut "exprimer" tout ce qu'il veut, y compris son ras-le-bol, cela ne dérange en rien et ne dérangera jamais la bourgeoisie tant que cela reste sur son terrain à elle. Ce terrain c'est celui de la division des ouvriers, de leurs illusions vis-à-vis de la démocratie bourgeoise, de leur impuissance d'autant que pendant ce temps-là, ils ne s'expriment pas réellement car le seul terrain qui est le leur en tant que classe : la lutte

Le piège, c'est le terrain sur lequel ils se situent et non la couleur du bulletin qu'ils déposent dans l'urne qu'il soit tricolore, rouge ou blanc.

De toute façon, comme le dit la lettre, quel que soit ce qui sort des élections, cela ne change rien pour la classe ouvrière. C'est là qu'on réalise que vouloir maintenir "par tradition" quelque chose qui a correspondu réellement à une période mais qui ne correspond plus à la présente est non seulement réactionnaire mais ne peut aller que dans le sens des intérêts de la bourgeoisie.

Aujourd'hui plus que jamais, toute illusion vis-à-vis des élections et plus largement vis-à-vis de la démocratie bourgeoise est à balayer.

AB

---

(1) voir RI n°168 "courrier des lecteurs".
(2) voir Revue Internationale notamment les n°s 45,46,47,48,49,50.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

1968-1988 :
Où en est le milieu prolétarien ?

CLERMONT-FERRAND :
Permanence le 28/07/88 à 18h au café "Le Bon Pinard", 7 rue des Gras. 63000.

LYON :
Permanence le 27 juillet à 18 H, au café "Les Terreaux", 8, place des Terreaux, Lyon 1er.

NANTES :
Réunion publique le samedi 20/08 à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier.
Permanence le vendredi 22/07 et le vendredi 2/09 à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedis 9 juillet et 6 août de 10h30 à11h30.

PARIS :
Permanence le samedi 9 juillet à 18h, au 27 av. de Choisy, Paris 13ème, métro Porte de Choisy et le vendredi 5 août à 18h au café "Le Cyrano" à Issy-les-Moulineaux, métro "Corentin-Celton".

TOULOUSE :
Réunion publique le 22 juillet à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence le 8 juillet à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse le 10 juillet de 11h à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :
Réunion publique le samedi 27 août à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les samedis 9 juillet et 20 août de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

R.I., CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110F ; à 5 : 160F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 70F ; à 3 : 100F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
15F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

"CERCLE DE DISCUSSION" DE TOURS

UNE EXPRESSION DU DEVELOPPEMENT DE LA CONSCIENCE DANS LA CLASSE OUVRIERE

Alors qu'avec l'accélération de la crise, le prolétariat mondial tend à développer, renforcer son combat et à affirmer de plus en plus son autonomie de classe, on voit apparaître aujourd'hui des tentatives de regroupement d'éléments prolétariens cherchant à discuter, confronter, clarifier leurs positions en lien avec les besoins de la lutte de classe. Une des expressions de cette tendance générale dans la classe ouvrière s'est constituée à Tours, voici un an, à travers le surgissement d'un "cercle de discussion".

L'apparition de cercles de discussion, tels celui de Tours, s'inscrit totalement dans la dynamique de luttes de classe internationales de la période actuelle, dans la maturation profonde de la conscience qui s'opère dans la classe ouvrière. Ces cercles, encore peu nombreux aujourd'hui, sont une expression parmi d'autres dont se dote la classe ouvrière pour développer, affermir son combat. Dans le cadre de cet article, il s'agira de présenter ce qu'est le cercle de Tours, sa genèse, son évolution et, plus largement, la signification profonde du surgissement de tels organes prolétariens. Face à un groupe révolutionnaire comme le FOR qui, dans un supplément à sa dernière publication (cf Alarme n°39) tire à boulets rouges de façon totalement irresponsable sur le cercle de Tours, et auquel nous répondrons dans un prochain numéro, il est nécessaire pour les révolutionnaires en particulier de comprendre à quels besoins répond l'existence d'un cercle comme celui de Tours.

La nécessité de créer un cercle de discussion s'est imposée à des éléments en recherche de positions révolutionnaires, dont certains d'ailleurs venaient de rompre avec le gauchisme et qui, confrontés à l'accélération de l'histoire, aux enjeux décisifs qui se dessinent dans la situation présente, stimulés aussi par la présence à Tours de groupes révolutionnaires comme le FOR et le CCI, ont été poussés à se poser la question de comment aller plus loin dans leur réflexion politique. Pour eux, s'est fait ressentir le besoin de développer la discussion, leur activité de façon collective. En ce sens la formation de ce cercle participe du mouvement général de regroupement de minorités plus conscientes, plus combatives au sein de la classe ouvrière, ayant la volonté d'approfondir des questions politiques.

Le besoin de regroupement d'éléments hétérogènes, se donnant pour objectif à travers une réflexion commune de développer, approfondir, clarifier les questions posées par la lutte de classe est le produit de la nouvelle vague de luttes dans laquelle s'est engagé le prolétariat mondial depuis l'automne 83. Elle est une expression vivante de l'accélération des combats ouvriers et de la décantation au sein du prolétariat vers une réappropriation des positions de classe.

Le cercle de Tours qui s'est constitué en juin 87, a permis à des individus mesurant cruellement le handicap que représentaient leur jeunesse et leur inexpérience politique, de prendre conscience de ces deux phénomènes et de se donner les moyens pour y faire face. Le cercle a été et est toujours un outil décisif pour ces camarades de se réapproprier les acquis essentiels de l'histoire du mouvement ouvrier, de mieux percevoir que les questions qu'ils se posaient vis-à-vis du combat actuel du prolétariat n'étaient pas des questions individuelles, sans attache avec le passé du mouvement ouvrier, mais qu'elles étaient à relier à toute l'expérience historique de ce mouvement, à tous les enseignements que la classe ouvrière et les révolutionnaires en son sein ont tirés des luttes du passé. Au travers de toutes les discussions qui ont animé la vie du cercle sur la nature du prolétariat, les leçons de la révolution russe, le rôle des révolutionnaires, les luttes de classe dans la décadence, etc.., ces camarades ont pu asseoir, mieux appréhender, les positions de classe et leurs implications pratiques pour l'intervention dans les luttes actuelles de la classe ouvrière. En dépit du mépris dont le cercle a été l'objet de la part de certains groupes révolutionnaires comme le FOR ou le GCI, en dépit de toutes les difficultés, les vicissitudes pour animer, alimenter sa réflexion politique, le cercle de Tours reste un lieu de regroupement profondément vivant d'approfondissement, de clarification politique : une illustration patente de cela s'est concrétisée dans le fait qu'il a pu cristalliser, agréger à son effort militant, un certain nombre de nouveaux éléments moins proches des positions révolutionnaires mais qui se sont intégrés avec passion dans sa dynamique.

QU'EST CE QU'UN CERCLE DE DISCUSSION ?

Son existence depuis une année maintenant a pu se maintenir et se développer en raison du fait que, parallèlement à ses discussions des positions politiques du mouvement ouvrier, il s'est clarifié en se confrontant au milieu révolutionnaire sur un certain nombre de points quant à sa nature, sa fonction dans le processus de regroupement des énergies prolétariennes. Cette clarification est très importante, car elle a une valeur, une dimension politique générale qui dépasse la simple existence du cercle de Tours. En effet, avant d'en arriver à définir ce qu'est un cercle de discussion, son rôle, son but, il lui a fallu déblayer un ensemble de flous sur ce qu'il ne pouvait pas être, sur la façon dont il devait se concevoir et à quelles nécessités il répondait dans la classe ouvrière.

Les principales caractéristiques qu'on peut mettre en avant d'ores et déjà, sont les suivantes :

- un cercle de discussion, s'il est incontestablement le produit de la lutte de classe à un niveau général, n'est cependant pas le produit direct des luttes immédiates de la classe. Cette compréhension est pour nous essentielle car les conditions de surgissement des différents organes dont se dote la classe ouvrière dans son combat, déterminent pour une grande part le sens de leur activité. Ainsi un cercle de discussion doit être distingué d'un comité de lutte qui, lui, est une expression directe des luttes immédiates, un organe qui surgit dans et pour la lutte. Le cercle n'est pas un organe de lutte immédiate.

- sa fonction n'est donc pas d'intervenir dans les luttes de la classe ouvrière à la différence là encore d'un comité de lutte dont l'intervention constitue le moteur essentiel en vue de peser, d'avoir une influence sur la lutte. Bien évidemment, un membre d'un cercle de discussion peut à la fois participer à l'un ou l'autre de ces organes mais le rôle qu'il joue dans l'un et l'autre, le but qu'il s'assigne ne peut être le même.

- le rôle d'un cercle de discussion se base essentiellement sur la clarification, la réappropriation la plus large des positions politiques du mouvement ouvrier, de ses organisations révolutionnaires, du passé comme du présent. En cela il ne s'agit pas d'une attitude académique, d'historiens juges de l'histoire, mais il s'agit d'un approfondissement politique trouvant sa source dans le besoin de fonder l'activité pratique, militante, des membres du cercle ;

- de là il en découle qu'un cercle de discussion doit être un lieu ouvert regroupant des éléments en recherche, désireux de confronter, discuter toute question politique intéressant la classe ouvrière ;

- en ce sens, un cercle est par nature hétérogène, au sein duquel des désaccords entre ses membres ne sauraient et ne doivent en aucune façon être un obstacle à sa vie et son développement ;

- en conséquence, de par le fait qu'il soit un lieu ouvert, donc soumis à l'hétérogénéité politique des membres qui s'y agrègent, un cercle n'est pas un groupe politique avec une plate-forme, des principes, un programme politique. Dans des pays centraux où existent déjà des organisations révolutionnaires, un cercle qui adopterait une plate-forme, qui mettrait des préalables à la participation d'éléments à son activité, étant le produit prématuré d'une clarification politique inachevée, d'une part figerait ce processus de clarification en cours et d'autre part serait un facteur de confusion supplémentaire dans le milieu révolutionnaire existant. La seule perspective des membres d'un cercle dans des pays où existent des groupes révolutionnaires est leur potentielle intégration individuelle à l'un ou l'autre de ces derniers. Aujourd'hui se donner comme objectif de créer un nouveau groupe irait à l'encontre des besoins du prolétariat vers son unité, pour des pôles de référence révolutionnaire se rattachant organiquement et/ou politiquement aux courants et organisations du passé. Par contre, dans les pays périphériques du capital où aucune force révolutionnaire organisée n'est présente, la question de la transformation d'un cercle de discussion en groupe politique peut s'avérer vitale pour faire face aux nécessités cruciales de l'intervention des révolutionnaires dans leur classe. Mais comme nous avons tenté de le montrer dans les pays où une implantation révolutionnaire organisée existe, la tâche fondamentale d'un cercle est de se déterminer par rapport aux positions générales du mouvement ouvrier via notamment la confrontation des conceptions, des positions politiques différentes existant au sein du milieu révolutionnaire. Ces divergences de fond entre les organisations révolutionnaires étant d'ailleurs le plus souvent le produit de décennies d'histoire et de lutte dans le mouvement ouvrier ;

-enfin, dernier aspect principal à souligner, c'est qu'un cercle de discussion est un organe transitoire par définition, même s'il peut avoir plusieurs années d'existence, puisque, correspondant, à un certain moment, aux besoins ressentis par des éléments en recherche pour collectivement, à des degrés divers, se rapprocher, approfondir, aller vers une plus grande cohérence politique qui ne peut réellement trouver son aboutissement, pour certains de ses membres, que dans une organisation révolutionnaire déjà constituée.

La raison d'être fondamentale d'un cercle de discussion est donc d'être un creuset de réflexion politique dont la fonction essentielle est et reste la discussion politique la plus large, la plus ouverte possible, dans un souci de confronter, approfondir, clarifier activement les leçons, incontournables pour la pratique révolutionnaire aujourd'hui, de l'expérience historique de la classe ouvrière.

LES CONDITIONS DU SURGISSEMENT DE CERCLES DE DISCUSSION

Bien que pour le moment le cercle de Tours soit un phénomène assez isolé, l'éclosion de cercles de ce type ne peut qu'être appelée à se multiplier dans un avenir proche. Trois facteurs essentiels concourent au développement de tels organes :

1- la période historique actuelle d'accélération des enjeux qui se précisent pour la classe ouvrière, marqués par une crise sans issue du capitalisme qui s'aggrave de jour en jour de façon catastrophique, une pression toujours plus grande des tensions et préparatifs guerriers de la bourgeoisie, mettant d'autant plus crûment en évidence la seule alternative possible dans une telle situation : la révolution communiste mondiale ou l'anéantissement certain de toute l'humanité dans une troisième guerre mondiale. Cette alternative historique devient et va devenir un élément de plus en plus pris en compte par le prolétariat en général via le renforcement de la maturation profonde et de l'élargissement de la conscience de classe, via son combat vers l'unification de ses luttes ;

2- la classe ouvrière pour développer et homogénéiser sa conscience de classe se dote de différents moyens dont les cercles de discussion sont une expression ;

3- l'écho plus grand des positions des révolutionnaires dans la classe ouvrière en fonction même de cette accélération de l'histoire, positions pour lesquelles les révolutionnaires se sont battus depuis des décennies.

Concernant des millions de prolétaires, le développement, l'élargissement de la conscience de classe ne peut que multiplier l'apparition de phénomènes comme les cercles de discussion à côté d'autres outils de regroupement du prolétariat. Le surgissement de cercles ayant une activité collective ne s'oppose pas à la fonction particulière des organisations révolutionnaires, mais en est un complément nécessaire, vital, qui participe au regroupement d'énergies révolutionnaires en gestation au sein du prolétariat. C'est pourquoi les révolutionnaires conscients de leur responsabilité se doivent de favoriser, d'encourager, d'intervenir dans ces lieux de réflexion qui tentent avec beaucoup de sérieux, beaucoup d'efforts et de difficultés, de participer au combat de la classe ouvrière.

DU

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50f (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS :

L. (Paris) : 130 f

Tours (Permanence et réunion publique, mai 88) :
Stanley : 30f ; Picpus : 50f ; Mallers : 50 f ; Bacalao : 15 f ; Bibiche : 10 f ; Adso : 30 f ; Dewey : 50 f.

TOTAL : 365 F
TOTAL GENERAL : 8146 F

Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

AVERTISSEMENT

NOUS INFORMONS NOS LECTEURS QUE "REVOLUTION INTERNATIONALE" NE PARAITRA PAS AU MOIS D'AOUT. LE PROCHAIN NUMERO SORTIRA DEBUT SEPTEMBRE.

SOMMET EST-OUEST A MOSCOU

UNE RENCONTRE DE GANGSTERS

■ Ça y est, les deux grands ont signé, se sont serrés la main et ont échangé leurs stylos. Combien de fois ne nous a-t-on pas montré cette image "touchante" et "rassurante" alors qu'il ne s'agissait en fait que d'une immonde mascarade ?

Tout le prouve dans la réalité.

Quel crédit donner aux "intentions pacifistes" des super-grands, grands et moins grands qui nous gouvernent quand les foyers de guerre, les massacres et les morts ne cessent de se multiplier dans le monde et qu'ils en sont responsables ? Aujourd'hui même, bien que la "loi du silence" soit de rigueur, le golfe persique reste une gigantesque poudrière grâce en particulier aux centaines de forteresses flottantes envoyées par nos chères démocraties occidentales. Aujourd'hui même, le sourire hypocrite de Gorbatchev ne peut faire oublier les régiments soviétiques sur-armés en Afghanistan qui ne finiront jamais de partir (cf article ci-contre).

Et même Reagan ne pouvait nous laisser la moindre illusion sur ses intentions profondes quand il déclarait sur le chemin de Moscou : "Il n'y a pas de vraie sécurité internationale sans le respect des droits de l'homme". L'ennemi à abattre est clairement montré du doigt : le bloc de l'Est.

Quand au "désarmement" et à ce fameux sommet de Moscou, qu'est-ce qu'il en reste une fois qu'on l'a débarrassé de ses paillettes et confettis et que la fanfare s'est tue ?

On nous avait annoncé des accords fabuleux, "un pas important sur la voie du désarmement général". Reagan et Gorbatchev devaient se voir pour conclure les négociations dites START et, l'euphorie aidant, pour aller plus loin dans le désarmement.

A première vue ils ont décidé de réduire de 50% les armements nucléaires stratégiques. Malgré le cirque qu'ils ont monté autour, l'accord signé à Moscou n'apporte rien de nouveau : ils n'ont fait qu'avaliser ce qu'ils avaient déjà "négocié" par l'intermédiaire de leurs diplomates à Genève. Même la presse bourgeoise ne pouvait le cacher quand elle qualifiait les résultats du sommet de "miettes".

Mais s'agit-il réellement d'un désarmement ? Là le mensonge est encore plus énorme.

Rien qu'au niveau de ces mêmes armes stratégiques l'accord lui-même permet à chacune des parties de conserver 6.000 têtes nucléaires transportées sur 1.600 missiles et bombardiers, soit de quoi largement déjà faire sauter la planète. Par contre il n'est pas question pour ces deux grands gangsters, en particulier pour les USA, de toucher aux missiles de croisière déployés en mer qui sont bien évidemment plus performants et efficaces que les précédents. Et il est encore moins question de toucher à l'IDS (Initiative de Défense Stratégique), c'est à dire ce qu'ils appellent "la guerre des étoiles" dont la capacité de destruction dépasse toute imagination.

Puisque sur l'essentiel des engins de mort actuels il n'y a eu aucun accord, il est évident que le désarmement, dont on nous rebat les oreilles aujourd'hui, n'est que du vent. Même Gorbatchev l'a reconnu : "le principal résultat de ce sommet, c'est la continuation du dialogue".

Cela signifie-t-il que ce sommet n'a été qu'un gigantesque spectacle sans conséquence ?

Non, car en réalité, à travers les négociations régulières et ce type d'accords entre les représentants des grandes puissances (aujourd'hui START, hier SALT 1 et SALT 2), la bourgeoisie mondiale, à l'Est comme à l'Ouest, ne cherche qu'à pousser plus loin ses préparatifs guerriers. Un sommet comme celui de Moscou n'est en fait qu'une concertation entre les deux blocs pour améliorer leurs arsenaux militaires. Il leur permet d'abandonner certains matériels et certaines armes peu performants, coûteux et même hors d'usage, au profit du développement d'armes plus sophistiquées, plus précises et plus efficaces.

Aujourd'hui, comme hier et demain encore plus, l'objectif que poursuivent des Reagan et des Gorbatchev à travers leurs rencontres pour le "désarmement", c'est la modernisation et donc le renforcement de leurs appareils militaires. Ils n'ont jamais eu et ils n'auront jamais d'autre objectif, eux et leurs semblables. La preuve c'est que la part consacrée à l'armement dans les budgets nationaux de tous les pays n'a jamais été aussi élevée depuis des décennies.

Plus la bourgeoisie parle de paix, plus elle prépare la guerre. Cela doit être non seulement une leçon pour la classe ouvrière mais surtout une raison pour renforcer sa détermination dans son combat contre ce système de misère et de mort.

JE

Guerre en Afghanistan

UN PAS EN ARRIERE, DEUX PAS EN AVANT

■ Pendant que la bourgeoisie dans le monde entier "pavoise" et se félicite "des pas qui sont faits vers la paix", le sang continue de couler un peu partout, en particulier aujourd'hui en Afghanistan.

Gorbatchev, comme Reagan, agite d'une main un rameau d'olivier et de l'autre balance les pires engins de mort. Ses intentions pacifistes avec lesquelles la bourgeoisie voulait nous mystifier, en "retirant" d'Afghanistan quelques unités de l'armée soviétique, ont dévoilé leurs véritables dessous : le redoublement des combats dans ce pays et l'accentuation de la barbarie.

Depuis quelques semaines, des batailles meurtrières ont eu lieu autour de la 2ème ville du pays, Kandahar. L'enjeu local était de taille pour l'armée russe, puisqu'elle y possède une importante base aérienne. Alors, foin de "retrait", elle y a dépêché 5.000 hommes supplémentaires sur-armés et depuis le 1er juin son aviation bombarde de façon incessante cette ville qu'elle contrôle en principe. Et les combats menacent aujourd'hui de déborder la frontière pakistanaise.

Cette intensification n'est ni un accident, ni un hasard. En effet, ce n'est pas un hasard si les moudjahidins sont aujourd'hui soutenus à bout de bras par les USA (600 millions de $ en 87) et équipés des fameux missiles Stingers. Ce n'est pas un hasard si Kandahar a subi des bombardements à haute altitude avec "un nouveau type d'appareils". Ce serait une illusion de croire que la guerre recule : si effectivement il y a un retrait partiel des troupes soviétiques, ce n'est que le résultat d'une pression de plus en plus forte de la part du bloc US qui oblige le bloc russe à céder un peu de terrain. Mais une chose est certaine, l'URSS n'est pas prête à lâcher l'Afghanistan, car ce pays a une importance considérable pour elle au niveau stratégique et militaire. Si elle retire, un jour, l'essentiel de ces troupes, cela ne l'empêchera pas de poursuivre et de renforcer son emprise sur cette zone sous une forme plus "discrète" de soutien politique et militaire aux fractions de la bourgeoisie nationale qui lui sont favorables.

Aujourd'hui moins que jamais il n'y a de place pour la paix dans le capitalisme mondial. Sa réalité c'est toujours celle d'une marche à la guerre, marche qui se caractérise aujourd'hui par une offensive occidentale tous azimuts contre les positions stratégiques de l'URSS et par la recherche de moyens pour résister et riposter à cette offensive, là où c'est possible, de la part du bloc impérialiste russe.

JE

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine.
BREST : "Graphitis" place St Louis.
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore" 3, rue de l'Ente.
DUNKERQUE : "Maison de la Presse" 34, rue Poincaré.
LILLE : "Galerie" 57, rue de Béthune
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien Gryphe (Lyon 7e)
MELUN : "La Porte ouverte", 19, Général-de-Gaulle.
MONTAUBAN : "Maison de la Presse", rue de la République.
METZ : "Librairie Géronimo" 31, rue du Pont des Morts.
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université.
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux.
NANTES : "Le Bateau Livre", rue Jean-Jaurès.
NICE : "Le Temps de Vivre", 50, boulevard de la Madeleine.
ORLEANS : "Temps Modernes, rue Notre-Dame de la Délivrance.
PARIS :
- "L'Herbe Rouge" 1bis, rue d'Alésia (75015)
- "Parallèles" 47, rue St Honoré (75008)
PAU : "L'Etincelle", 41, rue Maréchal Joffre.
TOULOUSE :
- "Toulouse Presse", 60, rue Bayard ;
- "FNAC", 1bis, place Occitane ;
- "Centre Commercial Reynerie"
- "Les Arcades" , place du Capitole.

LISEZ

"MAI 68 ET LA QUESTION DE LA REVOLUTION"

Nous saluons la parution du livre "Mai 68 et la question de la révolution", signé P.Hempel.

Alors que vingt ans après mai 68, la bourgeoisie a célébré à sa manière et a dénaturé ces événements en les présentant notamment comme la révolte d'une jeunesse estudiantine rejetant "la société de consommation", ce livre fait clairement ressortir ce qu'a été mai 68 en réalité : la plus grande grève de l'histoire et ce qu'elle représente : la première expression du ressurgissement des luttes prolétariennes qui n'ont cessé de se développer depuis vingt ans à l'échelle internationale.

Riche d'enseignements, ce livre résolument militant fait en particulier le lien -et ce n'est pas son moindre intérêt- entre ce ressurgissement de la classe ouvrière qui marque la fin d'une longue période de contre-révolution et celui de ses organisations révolutionnaires.

Nous en recommandons vivement la lecture à tous nos abonnés et contacts. Le livre est directement disponible sur demande en écrivant à notre boîte postale au prix de 70F (60F + 10F de port)

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE N°54

.REAGAN-GORBATCHEV, AFGHANISTAN : le mensonge du "désarmement".
.LUTTE DE CLASSE : En Pologne comme partout, l'obstacle du syndicalisme
.OU EN EST LA CRISE ECONOMIQUE ? La perspective de la récession n'est pas écartée, au contraire.
.20 ANS APRES MAI 68 : Le milieu prolétarien (2)
.POLEMIQUES:
-Comprendre la décadence du capitalisme (4)
-La confusion des groupes communistes sur la période actuelle : la sous-estimation de la lutte de classe.

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.